

*Initiatives ministérielles*

Pour finir le tout, le fédéral a le culot de dire au gouvernement de l'Ontario que celui-ci dépense trop. Au moment même où il dit au gouvernement de l'Ontario que celui-ci dépense trop, le fédéral se décharge de sa responsabilité financière au détriment du provincial.

Le gouvernement fédéral ne peut tout avoir. D'un côté il fait la morale au trésorier de l'Ontario et lui dit: «Vous devez réduire vos dépenses» et, de l'autre côté, il diminue ses paiements de transfert à l'Ontario.

En vertu de la structure politique de notre pays, les provinces ont la responsabilité de dispenser certains programmes fondamentaux, notamment en matière d'enseignement supérieur, de soins de santé et de services sociaux. Si l'Ontario écoutait le gouvernement fédéral conservateur, nous aurions non seulement un nombre beaucoup plus élevé d'assistés sociaux, mais aussi des personnes qui traîneraient dans les rues sans bénéficier d'aucune aide. Des professeurs et des chargés de cours seraient licenciés par les universités. Ce ne serait pas seulement des ailes d'hôpitaux qui fermentaient leurs portes, mais bien les hôpitaux au complet.

Les conservateurs ne peuvent pas jouer sur tous les tableaux. Ils ne peuvent pas dire à l'Ontario qu'elle dépense trop, tout en réduisant ses paiements de transfert à l'égard de ces trois secteurs essentiels, et espérer que les résidents de cette province vont les croire.

Les compressions faites par le fédéral en 1991-1992 ont entraîné une augmentation de 11 milliards de dollars, ou 28 p. 100, de la dette de l'Ontario. Ce chiffre correspond pratiquement au montant du déficit actuel de cette province. Le déficit de l'Ontario a grimpé de la sorte parce que le gouvernement de cette province a pris un engagement envers ceux qui souffrent le plus de la récession.

C'est déjà grave quand le gouvernement fédéral nous annonce qu'il réduit les transferts fiscaux au titre de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire, mais c'est vraiment autre chose quand le gouvernement de l'Ontario déclare aux universités de la province qu'elles doivent fermer une partie ou la totalité de facultés, d'écoles de médecine et d'autres établissements d'enseignement. C'est là que le bât blesse. Cela suscite la critique partout: dans la rue, sur les campus, dans les hôpitaux et dans les bureaux de l'aide sociale.

Le ministre fédéral des Finances n'hésite pas à réduire les paiements de transfert au titre de la sécurité sociale. Mais à quand remonte sa dernière visite au comptoir d'un

bureau de l'aide sociale pour aller dire aux gens: «Je suis désolé, mais vous n'aurez rien la semaine prochaine et pas davantage dans deux semaines, car nous n'avons plus d'argent»?

Ce sont les autorités provinciales qui sont dans le pétrin. Ce sont elles qui doivent rencontrer les gens dans les bureaux de l'aide sociale et qui, pour cela, ont besoin d'argent. Si le gouvernement fédéral réduit les paiements de transfert, les gouvernements provinciaux n'auront pas le choix, s'ils tiennent à assumer leurs responsabilités d'emprunter la différence.

Par contre, le ministre des Finances reproche à l'Ontario de trop dépenser.

Tout le monde est d'accord là-dessus, l'endettement est un problème majeur au Canada. Mais est-ce bien nécessaire de réduire les paiements de transfert au titre de l'aide sociale et les prestations aux familles monoparentales quand le pays compte 1,5 million de chômeurs, quand le taux de chômage dépasse 10 p. 100 de la population active, quand les entreprises ne sont pas en mesure de payer les impôts exigés par la loi, quand nous sommes dans une économie en transition? Et je pèse mes mots. La base industrielle de l'Ontario est dans un piètre état. Je ne cherche pas à noircir le tableau.

Je suis persuadé que la situation va changer. Je suis persuadé que l'Ontario s'en tirera bien et que, d'ici un an ou deux, le taux de chômage reviendra à un taux acceptable dans cette province. Pour y arriver, nous devons cependant dépenser beaucoup d'argent en Ontario. Soyons francs. D'autres provinces canadiennes, les provinces pauvres, ont vécu pendant des années aux crochets de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, pour ne mentionner que celles-là comme sources de financement des paiements de transfert.

En Ontario, qui fournit 43 p. 100 de l'ensemble des recettes fiscales fédérales et qui ne reçoit que 30 p. 100 des transferts en retour, la perte en recettes fiscales est de quelque 16 p. 100. Cette perte équivalait à environ 16 milliards de dollars l'année dernière, et c'était en plein cœur d'une récession.

Où le gouvernement de l'Ontario doit-il prendre l'argent pour financer les hôpitaux, les universités et les collèges, ainsi que l'argent de l'aide sociale? Où peut-il prendre cet argent? Il doit l'emprunter. C'est alors que le ministre fédéral des Finances frappe, du moins verbalement, en déclarant que les gens de Queen's Park dépensent trop.